

nombreuses guerres auxquelles ils prirent part, les Indiens étaient indubitablement beaucoup plus nombreux; malheureusement il n'existe aucune information sûre relativement à la population aborigène soit durant le régime français, soit durant le régime anglais, et il n'existe aucune base certaine de comparaison entre le passé et le présent. Le rapport du ministère des Affaires Indiennes, de 1927, contient une esquisse intéressante des progrès des Indiens au Canada depuis la Confédération.

Administration.*—Des territoires appelés "réserves" ont été attribués aux différentes peuplades indiennes du Dominion, leurs occupants étant placés sous la surveillance d'agents locaux au service du gouvernement fédéral. La tutelle exercée sur les Indiens par l'administration comporte l'obligation de les instruire, de veiller sur leur santé, de leur enseigner l'agriculture et autres industries connexes, de gérer leurs terres, leurs fonds et leurs propriétés et d'assurer leur bien-être.

La surveillance immédiate des bandes d'Indiens dispersées dans toutes les parties du Canada s'exerce au moyen des agences du département, au nombre de 113; chaque agence veille sur un nombre variable de clans, tantôt un seul et tantôt plus de trente. Outre l'agent lui-même, le personnel d'une agence comporte différents personnages, tels qu'un médecin, un commis, un instructeur agricole, une sage-femme, un garde, un instructeur-éleveur, etc., selon les besoins spéciaux des localités. Les travaux des agences sont contrôlés par des inspecteurs, chacun de ceux-ci étant chargé d'un certain nombre d'agences. Les dépenses faites en faveur des Indiens nécessaires sont prélevées par le gouvernement fédéral soit sur le budget fédéral, soit sur les fonds appartenant aux tribus indiennes.

La loi des Indiens pourvoit à leur émancipation. Lorsqu'un Indien est émancipé, il acquiert tous les droits de citoyeneté. Dans ces anciennes provinces, où les aborigènes ont été plus longtemps en contact avec la civilisation, nombre d'entre eux jouissent de cette prérogative. Toutefois, le gouvernement ne l'accorde qu'avec une grande discrétion, car du fait de leur affranchissement les Indiens se trouvent soustraits à la protection que leur confère leur état légal de mineurs.

Traités.—Dans les provinces de l'Est, depuis longtemps colonisées, les Indiens se sont lentement civilisés au contact de la population blanche; mais dans l'ouest d'Ontario, les Provinces des Prairies et les Territoires, il en fut autrement. Dans ces contrées, où la civilisation progressa à grands pas, le gouvernement dut prendre des mesures promptes et efficaces pour protéger les droits, à tout le moins moraux. Des traités furent en conséquence conclus avec les Indiens par lesquels ceux-ci cédèrent au Dominion leurs droits territoriaux. En échange, le gouvernement s'engageait à leur procurer d'autres terres réservées à leur usage exclusif; à leur payer des sommes d'argent et à leur verser des annuités per capita; à les mettre en mesure d'entreprendre l'agriculture et l'élevage; à faciliter leurs opérations de chasse et de pêche, etc. selon les circonstances; à pourvoir à l'instruction de leurs enfants, et d'une manière générale, à sauvegarder leurs intérêts. Ces traités ont été conclus de temps à autre, selon les circonstances au fur et à mesure que l'ouverture de nouveaux territoires à la colonisation contraignait les indigènes à se déplacer. Jusqu'ici aucun traité n'a été conclu avec les Indiens de la Colombie Britannique, excepté ceux de Rivière-la-Paix, mais le gouvernement s'est néanmoins intéressé à leur bien-être matériel et moral.

Finances.—A la date du 31 mars 1938, le fonds des Indiens géré par le gouvernement, qui s'élevait précédemment à \$13,997,644, avait monté à \$14,081,905. Les dépenses budgétaires à même le revenu consolidé s'établissaient ainsi: crédits

* Voir l'historique à la page 951 de l'Annuaire de 1932.